

**CONTRIBUTION D'ALTERNATIVE TELECOM
A LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP
RELATIVE A LA REGULATION DES MARCHES FIXES**

« La concurrence ne doit plus être perçue dans les télécoms comme la confrontation d'intérêts divergents, mais comme la recherche de convergence entre des savoir-faire complémentaires au service de l'intérêt général et en particulier du passage accéléré au THD de tout notre pays »

Les opérateurs de services alternatifs que rassemble *Alternative Télécom* ont vocation à intervenir sur le marché mobile, sur le marché fixe, et de plus en plus sur les marchés fixe et mobile, répondant ainsi à une forte attente du marché pour des offres convergentes et à 360 degrés pour adresser les besoins de leurs clients, grand public et professionnels.

Force est de constater que la dynamique concurrentielle sur ces marchés s'est considérablement restreinte, à l'occasion en particulier de mouvements de concentration initiés au profit d'opérateurs d'infrastructures, réduisant d'autant la part des opérateurs alternatifs sur les marchés fixe et mobile. Ces mouvements de concentration témoignent de la sortie du marché d'acteurs qui avaient lourdement investi durant des années, et qui ont fait le constat d'un espace économique de plus en plus restreint pour parvenir à rentabiliser leurs investissements, préférant saisir des opportunités de fusion, en particulier dans un contexte de messages de moins en moins favorables au développement de la concurrence, de la part de responsables institutionnels privilégiant à l'unisson le déploiement de nouvelles infrastructures comme si cette priorité devait s'opposer au soutien apporté à la concurrence. Nous y reviendrons.

Ainsi, la part des clients opérés par des MVNO est-elle passée de près de 12% en 2018, à 6,7% aujourd'hui. Du côté des opérateurs présents sur le marché fixe, leur situation se dégrade très nettement, leur difficulté à accéder au marché de la fibre entraînant un reflux de leur position sur leur parc de clientèle professionnelle, les entreprises se tournant vers les opérateurs aptes à leur fournir la totalité des services, et en particulier les services les plus avancés, et se détournant des opérateurs qui ne peuvent pas leur fournir le très haut débit, en passe de devenir le standard du marché.

- **LA THD EST AU FIXE CE QUE LA 5G EST AU MOBILE**

De la même manière que le Gouvernement et l'ARCEP ont considéré qu'il était indispensable que la 5G soit accessible aux MVNO dans les mêmes délais que pour les MNO, partout où elle est disponible, de la même manière, il est indispensable pour les opérateurs fixes de pouvoir fournir la technologie la plus avancée attendue par le marché, sous peine de subir un phénomène d'éviction du marché.

- **UNE NECESSAIRE PRESENCE « UNIVERSELLE »**

Cette exigence suppose que les opérateurs alternatifs ne soient pas confrontés à un découpage du marché, qui les pénalise dans leur capacité à atteindre une taille critique. Imaginerait-on un MVNO qui ne serait capable de fournir des services mobiles que sur certaines parties du territoire ?

Or, le marché du fixe est décomposé en segments multiples :

- Il y a les segments territoriaux, qui distinguent les zones denses, les zones AMII et les zones RIP, ne permettant pas à un opérateur alternatif de répondre à l'ensemble des attentes d'une entreprise, si par exemple, elle souhaite confier au même opérateur le raccordement au THD d'une maison mère et de plusieurs succursales présentes sur différentes zones géographiques du territoire.
- De même, le marché est subdivisé en marché « grand public » et marché « entreprises », distinction dont la pertinence tend à se dissiper à l'heure où toutes les entreprises pratiquent le télétravail, supposant que leurs collaborateurs disposent des réseaux et des débits leur permettant de travailler à distance. Si un opérateur n'est pas en mesure d'apporter cette garantie, il est naturellement écarté par ses entreprises clientes au profit d'opérateurs plus performants.

Cette problématique se surajoute à celle des tarifs d'accès et des conditions techniques d'accès à la fibre. L'ensemble des obstacles au développement des opérateurs alternatifs sur le marché de la fibre explique la nécessité de modifier radicalement l'approche de ce marché, pour que la concurrence/complémentarité entre les opérateurs d'infrastructures et opérateurs de services alternatifs soit préservée.

Le reflux de la concurrence dans le marché fixe THD entraîne des conséquences sur la numérisation des entreprises, qui accuse un net retard, phénomène clairement identifié comme pénalisant le rythme du basculement du cuivre vers la fibre, à l'heure où le compte à rebours de l'arrêt du cuivre est lancé.

Ainsi, renouer avec le modèle qui a fondé la nécessité rapide de la numérisation des entreprises françaises dans le cadre du dégroupage devrait être une priorité collective. Toute cette expérience réussie constitue-t-elle un modèle répliquable pour un schéma gagnant/gagnant pour toutes les parties prenantes ?

Ainsi, avec le dégroupage, la myriade d'opérateurs de service alternatifs apporte un service sur-mesure et dans tous les recoins du territoire au tissu économique des TPE, PME, et grands groupes, tandis que des offres plus standards ont été développées par les grands opérateurs d'infrastructures, l'ensemble de ces services permettant d'amortir les investissements consentis dans les infrastructures, et d'accompagner massivement l'économie française vers sa numérisation accélérée.

Ce modèle gagnant pour notre pays doit être reproduit avec la fibre, nonobstant le cadre juridique différend pour la fibre que pour le cuivre. Il ne s'agit pas d'une exigence prioritairement juridique, mais d'une exigence prioritairement économique (1), politique (2) et enfin juridique (3).

1. Économique

Les tarifs des offres de gros dans le modèle permettent aux opérateurs d'infrastructures de dégager des marges très importantes (estimées à 50/60%), ce qui ne permet pas d'affirmer que la concurrence des opérateurs alternatifs serait « néfaste » à l'économie des opérateurs d'infrastructures, tout au contraire !

En effet, la marge des opérateurs d'infrastructures sur les prix de gros, ajoutée à l'amortissement des capacités disponibles sur les réseaux fait des opérateurs alternatifs de véritables alliés complémentaires des opérateurs d'infrastructures dans l'amortissement de leurs investissements.

2. Politique

La capacité pour les opérateurs alternatifs de développer des innovations, des offres sur-mesure, une numérisation des territoires, une qualité de service au plus près des attentes de leurs clients, fait de ceux-ci de véritables alliés des pouvoirs publics locaux et nationaux au regard de leurs objectifs en termes de passage accéléré au très haut débit.

3. Juridique

Les convergences économiques et politiques doivent conduire à offrir un cadre juridique favorable au développement de cette concurrence. Ce cadre doit permettre une intervention de la régulation sur les prix de gros, pour éviter les ciseaux tarifaires. Il doit également faire évoluer les découpages obsolètes sur les différentes typologies de marchés, pour homogénéiser les conditions d'accès des opérateurs alternatifs sur tout le territoire.

- A) A cette fin, il est nécessaire d'appréhender la concurrence dans les télécoms selon un nouveau paradigme, tournant le dos à une vision obsolète de la concurrence, celle-ci ne devant plus être perçue comme conduisant des intérêts divergents à se télescoper dans une opposition systématique, mais au contraire comme devant être favorable à une recherche de convergence de savoir-faire dans la poursuite de l'intérêt général de notre pays, qui doit mobiliser toutes les énergies, quel que soit leur statut, au service du passage accéléré au très haut débit.
- B) Enfin, le modèle de déploiement de la fibre en France a conduit à former des additions de plaques de monopoles accordés à des opérateurs sur des territoires donnés. Or, ces monopoles dans les infrastructures, pour ne pas être fermés au développement concomitant d'une concurrence saine et dynamique dans les services, doit pouvoir faire l'objet d'interventions rapides du régulateur pour surmonter les difficultés qui peuvent freiner cette dynamique vertueuse.

• LE TEMPS

Il y a une urgence. Le temps long de cette consultation publique ne peut pas être le temps dans lequel s'inscrivent ces nécessaires évolutions. Les opérateurs alternatifs ont besoin

d'une visibilité sur leur capacité à investir et à se développer dans un contexte qui ne privilégie pas uniquement le déploiement des réseaux, mais aussi leur mobilisation pour le développement des services.

C'est pourquoi *Alternative Télécom* en appelle à l'ARCEP et au Ministre délégué chargé du Numérique pour que soit organisée avant la fin de l'année une table ronde sur le nouveau cadre concurrentiel nécessaire au développement rapide et performant du très haut débit en France.